



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bertrand PANCHER

Député de la Meuse (UDI)

Secrétaire de la Commission du Développement Durable

Le vendredi 17 novembre 2017

COP23 : peu d'enjeux. Il faudra attendre la COP24 pour rattraper le retard ...

La COP 23 qui s'est déroulée à Bonn représentait un symbole tout particulier cette année en raison des menaces pesant sur les pays du monde les plus menacés par les élévations de température. Après la COP21 de Paris, puis celle du Maroc l'année dernière, la COP23 devait permettre à la communauté internationale de se mettre d'accord sur des règles d'application concernant une vingtaine de décisions plutôt complexes. Sur ce plan les travaux se sont bien déroulés.

Il était nécessaire de régler toutes les questions techniques permettant de bien mesurer les émissions de CO2 par pays ainsi que leurs objectifs. La COP24 qui se déroulera l'année prochaine en Pologne va rendre public le 1^{er} bilan global des engagements internationaux, certainement très insuffisant, et tenter de rehausser le niveau des efforts à réaliser.

Parmi les sujets de (rare) satisfaction, la ratification de l'accord de Paris par 170 pays du monde, ainsi que la poursuite (discrète) du travail de la délégation Américaine, les vases-hésitations du Président Trump n'ayant pas conduit à des retraits d'autres pays.

Au plan national il conviendra de noter le volontarisme Français. Le Président Macron a affiché des objectifs afin d'atteindre le plus rapidement possible un prix du carbone à 30 euros la tonne au plan Européen et a suggéré que l'on réfléchisse sur une forme de taxation des émissions de CO2 aux frontières. Nicolas Hulot a rappelé que l'interdiction des voitures thermiques en 2040 décidée par la France ainsi que celle des extractions d'énergie fossile était un bon signal commençant à être repris (pour les voitures) par d'autres grands pays comme le Royaume Uni ou l'Inde. **Il s'agit là aussi de signaux forts devant conduire à des ruptures dans le secteur des transports.**

La rencontre avec nos collègues du Bundestag nous a permis de mesurer les points de divergence entre nos 2 pays.

Si la perception de la situation environnementale et des enjeux climatiques est la même que la nôtre et que la volonté de travailler ensemble est indiscutable, nos amis Allemands se sont beaucoup interrogés sur les conditions de sortie du nucléaire dans notre pays. Interrogés sur la capacité de l'Allemagne à atteindre ses objectifs de réduction de CO2 en 2030 (40%/ 1990), **les représentants de la CDU nous ont surpris en expliquant qu'ils voulaient repousser ces objectifs...**

Quant aux élus Verts, ces derniers nous ont clairement fait comprendre qu'ils conditionnaient leurs participations à la future coalition de la sortie définitive du charbon sans renoncer à celle du nucléaire (représentant 13% de la production électrique en Allemagne).